

Cote du document:	EB 2009/98/R.32/Rev.1
Point de l'ordre du jour:	17 c) ii)
Date:	17 décembre 2009
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt supplémentaire à la République de l'Inde pour le

Projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est – Phase II

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Mattia Prayer Galletti

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2294
courriel: m.prayer@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Recommandation pour approbation	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	4
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
II. Instruments juridiques et autorité	5
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

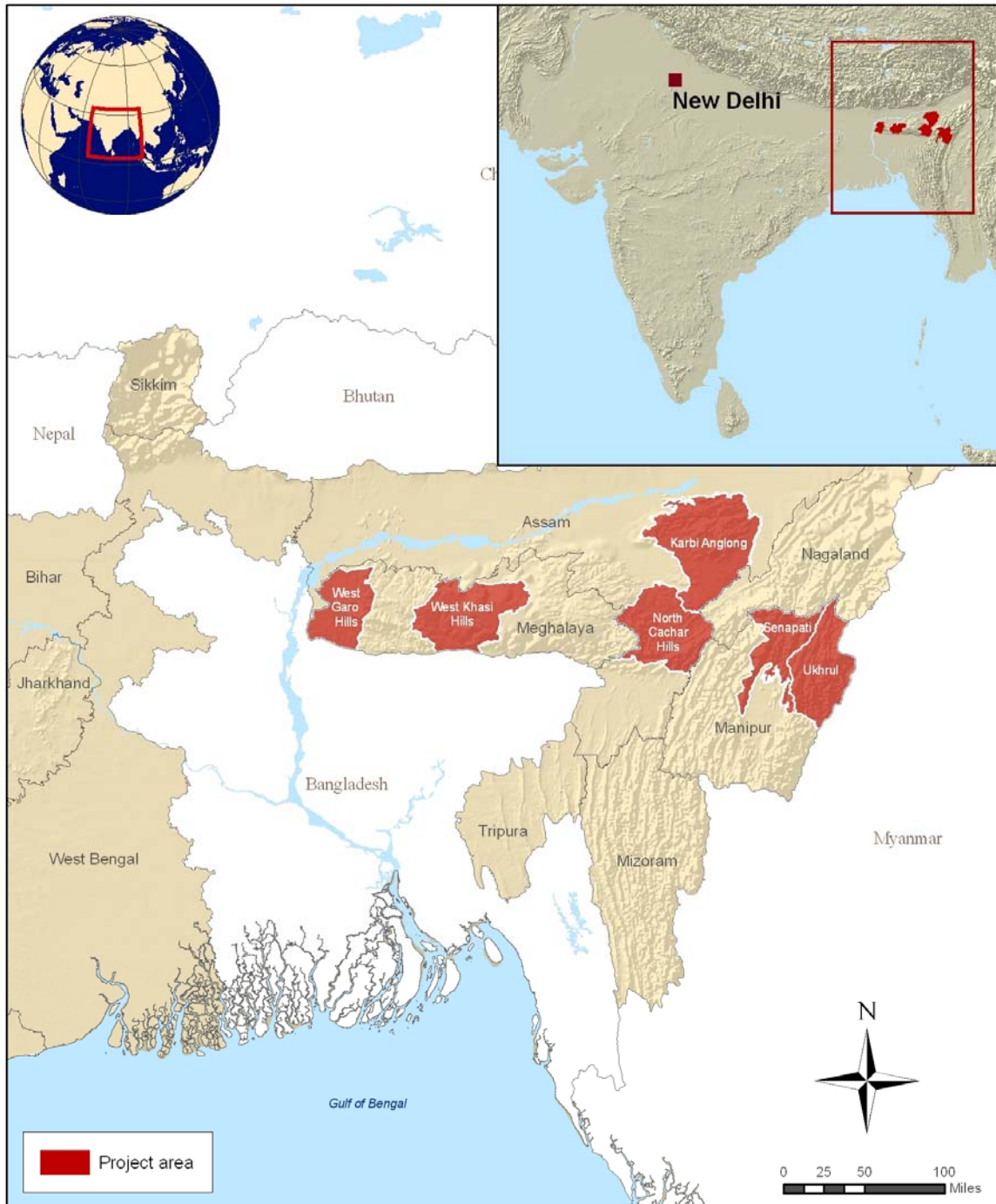
Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt supplémentaire en faveur de la République de l'Inde pour le projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est – Phase II, telle qu'elle figure au paragraphe 34.

Carte de la zone du projet

India

North Eastern Region Community Resource Management Project II



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République de l'Inde

Projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est – Phase II

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Gouvernement indien
Emprunteur:	Ministère des finances de la République de l'Inde
Organisme d'exécution:	Ministère du développement de la région nord-est
Coût total du projet:	38,2 millions d'USD
Montant du prêt supplémentaire du FIDA:	12,6 millions de DTS (équivalant approximativement à 20 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Montant du prêt initial du FIDA:	22,9 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	12,6 millions d'USD (pour la phase II du projet [NERCORMP II])
Contribution attendue des programmes gouvernementaux:	2,3 millions d'USD (pour la phase II du projet [NERCORMP II])
Contribution des institutions financières:	2,0 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,3 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt supplémentaire à la République de l'Inde pour le projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est – Phase II

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Le Gouvernement indien, avec l'assistance du FIDA, a joué un rôle de pionnier dans la lutte contre la pauvreté et la dégradation de l'environnement dans la région nord-est. La région comprend les huit États suivants: Arunachal Pradesh, Assam, Manipur, Meghalaya, Mizoram, Nagaland, Sikkim et Tripura, dont la population, essentiellement tribale, se compose d'agriculteurs de subsistance. Le projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est – Phase II a été établi par le gouvernement comme modèle de développement car il a adopté une véritable stratégie d'autonomisation. Selon cette stratégie, les interventions sont réellement induites par la demande et axées sur la clientèle, adaptées aux savoirs autochtones et exécutées en toute transparence et en rendant des comptes sans équivoque. Le financement initial du FIDA à l'appui du projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est a été entièrement décaissé et, à la demande des huit États, le gouvernement a sollicité l'assistance de la Banque mondiale et du FIDA. Ce prêt supplémentaire sera associé à un financement beaucoup plus important du gouvernement et tiendra compte de plusieurs conclusions et recommandations du Bureau de l'évaluation.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République de l'Inde un prêt supplémentaire d'un montant de 12,6 millions de DTS (équivalant approximativement à 20 millions d'USD), à des conditions particulièrement favorables, pour contribuer au financement du projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est – Phase II.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République de l'Inde au titre du SAFP est de 92 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP (2007-2009). Avec le prêt supplémentaire proposé, l'Inde aura utilisé l'intégralité de son allocation.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. Au 31 mars 2009, la dette extérieure de l'Inde se chiffrait à 229,9 milliards d'USD (22% du PIB); les réserves de change couvraient l'encours de la dette extérieure à hauteur de 109,6% contre 137,9% un an auparavant. En 2007, l'Inde se situait au cinquième rang des pays en développement les plus endettés au monde. Le ratio du service de la dette a toutefois diminué progressivement au fil des ans et, au 31 mars 2009, se situait à 4,6%. L'endettement n'est pas particulièrement préoccupant étant donné que la dette à court terme ne représente que 21,5% de la dette extérieure totale. Entre 1979 et 2009, l'Inde a reçu 24 prêts du FIDA, le montant total annuel des décaissements des opérations en cours s'élevant en moyenne à 9,8 millions de DTS. La taille moyenne des prêts accordés a été de 29,5 millions d'USD pour la même période. Le bilan du gouvernement en matière de remboursement des prêts du FIDA est excellent.

Flux de fonds

5. Le montant du prêt du FIDA sera transféré par l'intermédiaire du Ministère des finances en vertu de l'accord de financement négocié entre le FIDA et le gouvernement. Conformément aux modalités en vigueur, le gouvernement

transférera les fonds du prêt au Conseil du nord-est et donc à la Société régionale sur une base semestrielle, par anticipation, en vertu d'un mémorandum d'accord. Chaque trimestre, la Société régionale débloquera des fonds en faveur des sociétés de district, conformément au programme annuel de travail et budget approuvé. La Société régionale sera chargée de soumettre les demandes de remboursement pour les dépenses effectives engagées par l'entremise du bureau du Contrôleur des comptes de l'aide et des audits. Les partenaires d'exécution recevront les fonds prévus sur la base de contrats distincts.

Modalités de supervision

6. Le FIDA assurera la supervision du projet et l'administration du prêt. Il s'acquittera de ses activités de supervision par l'entremise du bureau de pays pour l'Inde installé à New Delhi, conformément aux modalités actuellement applicables à tous les autres projets appuyés par le FIDA en Inde.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) partenariat avec des ONG et des organismes de la société civile; ii) activités régulières de supervision, complétées par un appui fréquent à l'exécution; et iii) recours à un cabinet d'audit privé, le cas échéant.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. Le groupe cible du projet comprend au total 20 000 ménages ruraux pauvres qui vivent dans 400 villages situés dans les six districts des États d'Assam (Karbi Anglong et North Cachar Hills), Manipur (Ukhrul et Senapati) et Meghalaya (West Khasi Hills et West Garo Hills). Les ménages visés devraient inclure les groupes les plus vulnérables, comme les tribus répertoriées, les ménages dirigés par une femme, les agriculteurs marginaux tributaires des cultures itinérantes et les ménages sans terre.

Méthode de ciblage

10. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, l'approche sera élaborée moyennant: i) un ciblage géographique; et ii) un ciblage social où les ménages pauvres seront identifiés à partir de données relatives au seuil de pauvreté et validés selon un classement participatif de la richesse faisant appel à des techniques d'évaluation rurale participative.

Participation

11. Le projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est soutient un processus d'autonomisation permettant aux ménages du groupe cible de bâtir leurs propres organisations (groupes d'entraide ou de gestion des ressources naturelles), qui seront ensuite fédérées. Dans le cadre de ces organisations, les ménages visés mobilisent l'épargne, gèrent les ressources communes, formulent les plans de subsistance et sont maîtres de leur propre développement. De même, plusieurs programmes financés par l'administration centrale sont exécutés par leur intermédiaire, ce qui permettra de renforcer l'efficacité des dépenses publiques.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. Le projet a pour but principal de permettre aux groupes vulnérables d'améliorer durablement leurs moyens de subsistance par une meilleure gestion de leur base de ressources, afin de contribuer à la préservation et la régénération de l'environnement.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Le projet est conforme à l'actuel programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2005-2009, lequel envisage une nouvelle intervention à l'appui du développement tribal dans la région nord-est. Il concourra à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) par l'amélioration des revenus des populations rurales pauvres (OMD 1), la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes (OMD 3).

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

14. Le projet soutient directement le onzième plan quinquennal de la région nord-est qui vise à réduire la pauvreté par la mise en œuvre efficace de divers programmes appuyés par le gouvernement et de projets bénéficiant d'un appui extérieur.

Harmonisation avec les partenaires du développement

15. La Banque mondiale a été invitée par le gouvernement à élargir le projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est aux États suivants: Mizoram, Nagaland, Sikkim et Tripura. Le FIDA a déjà contribué à la conception d'une composante de ce programme et participé au processus d'examen par les pairs. Les programmes appuyés par la Banque mondiale et le FIDA sont censés coordonner leurs actions sous la direction du Ministère du développement de la région nord-est et du Conseil du nord-est.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

16. Le projet comprend les composantes suivantes: i) renforcement de la capacité des communautés locales et des organismes participants; ii) activités de développement des moyens de subsistance; iii) gestion des ressources naturelles et conservation de la biodiversité; iv) activités de développement du secteur social; v) développement des infrastructures; et vi) gestion du projet.

Catégories de dépenses

17. Les catégories de dépenses sont au nombre de quatre: i) travaux de génie civil (13% des coûts de base); ii) formation, assistance technique et consultants (11%); iii) fonds renouvelables (37%); et iv) fonds de développement villageois (39%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

18. Ces partenaires seront les suivants: i) le Ministère du développement de la région nord-est; ii) le Conseil du nord-est; iii) la Société régionale et les sociétés de district; et iv) des ONG locales et des entités du secteur privé.

Responsabilités en matière d'exécution

19. La Société régionale assurera la coordination du projet, tandis que les sociétés de district seront chargées de la mise en œuvre, en concertation avec les partenaires d'exécution.

Rôle de l'assistance technique

20. Une assistance technique internationale n'est pas nécessaire. Une assistance technique locale devra être fournie, essentiellement pour les activités de développement des moyens de subsistance.

Situation des principaux accords d'exécution

21. L'exécution du projet sera subordonnée à la signature des accords suivants: i) un accord de financement entre le FIDA et la République de l'Inde; ii) un manuel d'exécution du projet; iii) un mémorandum d'accord entre la Société régionale et chaque société de district; et iv) des accords de partenariat entre le projet et les

partenaires d'exécution, parmi lesquels des ONG, des sociétés privées et des banques commerciales.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

22. Le coût total du projet est de 38,2 millions d'USD sur six ans. Les sources de financement sont le FIDA (20,0 millions d'USD, 52%); le Gouvernement indien (14,9 millions d'USD, 39%); des institutions financières commerciales (2,0 millions d'USD, 5%) et les contributions des bénéficiaires (1,3 million d'USD, 4%). De plus, le gouvernement est en train de débloquer un financement parallèle de 155,8 millions d'USD en faveur d'un nouveau projet dont l'objet est de reproduire le projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est dans six autres districts.

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

23. Les principaux avantages du projet seront les suivants: i) augmentation des revenus grâce aux activités de subsistance parmi lesquelles l'élevage, l'horticulture et l'aquaculture; ii) amélioration de la sécurité alimentaire et accroissement de la productivité agricole; iii) réduction des risques grâce à la diversification des sources de revenus; iv) protection de la biodiversité; v) réduction de la charge de travail des femmes; vi) renforcement de la convergence avec les programmes du gouvernement; et vii) amélioration de l'efficacité et de la réactivité des services d'appui en fonction des besoins du groupe cible. Le projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est a déjà permis d'obtenir des avantages notables pour l'environnement. L'érosion sera réduite en mettant l'accent sur l'agroforesterie et l'amélioration des cultures itinérantes, ce qui favorisera aussi les produits forestiers non ligneux et la conservation de l'eau grâce à des microbassins versants.

Viabilité économique et financière

24. Vu que le projet repose sur des plans communautaires axés sur la demande, il n'est pas possible d'effectuer une analyse coûts-avantages *ex ante* détaillée. L'expérience tirée du projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est et d'autres projets visant à améliorer les moyens de subsistance a montré, cependant, que les projets axés sur la demande sont généralement économiquement viables et d'un bon rapport coût-efficacité.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

25. Le succès du projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est est principalement dû au fait qu'il a su constamment s'adapter et mettre à profit les enseignements tirés au cours de son exécution. Des efforts considérables ont été consentis pour communiquer les résultats obtenus et faire connaître au gouvernement et aux partenaires externes les solutions ayant fait leurs preuves. Compte tenu de l'hétérogénéité des conditions socioculturelle et écologiques dans la zone du projet, il est nécessaire de poursuivre ce partage régulier d'informations entre les districts participants, en prévoyant des examens communs périodiques.

Innovations en matière de développement

26. Au cours de son application à plus grande échelle, le projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est visera à apporter les améliorations suivantes: i) un accent mis sur les jeunes comme groupe cible distinct; ii) des partenariats avec le secteur privé, afin d'établir dès le départ des filières commerciales; et iii) une utilisation des institutions établies et de l'expérience acquise, de façon à assurer une formation de qualité aux ONG locales.

Approche d'élargissement

27. Comme on l'a indiqué précédemment, le projet de gestion des ressources communautaires de la région nord-est – Phase II mettra à profit les enseignements tirés au cours de l'exécution. Les principaux éléments socioculturels et institutionnels suivants ont été recensés: i) une équipe de gestion du projet engagée et compétente; ii) des organismes d'exécution qualifiés; iii) des systèmes de gestion efficaces, avec une définition claire des rôles et des responsabilités; iv) une convergence avec les activités des ministères d'exécution; et v) des communautés locales auxquelles on a donné des moyens d'assumer des responsabilités de gestion.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

28. Le projet est confronté à trois risques principaux: i) la rotation fréquente du personnel de gestion; ii) la lenteur de l'exécution; et iii) les problèmes de sécurité dans la zone du projet. Les mesures d'atténuation des risques prévues sont les suivantes: i) en raison de l'autonomie opérationnelle des sociétés immatriculées, les cadres du projet seront recrutés sur le marché et non pas détachés du gouvernement; ii) des ressources appropriées ont été allouées aux activités de renforcement des capacités; et iii) les institutions communautaires seront renforcées et assumeront des responsabilités de gestion.

Classification environnementale

29. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'incidence négative notable sur l'environnement.

K. Durabilité

30. Le projet continuera à permettre la création d'organisations à assise communautaire (OAC) autogérées qui devraient devenir autonomes et viables. Ces institutions seront chargées d'exécuter des projets de développement parrainés par l'administration centrale. En termes de durabilité institutionnelle, le projet de gestion des ressources communautaires dans la région nord-est visera à regrouper les OAC en fédérations qui apporteront à leurs membres des services de gestion, des liaisons commerciales et des services de développement des entreprises. Dans chaque district, un centre de ressources sera mis en place afin de doter les OAC et les organismes d'exécution du gouvernement de structures de formation. La Société régionale et les sociétés de district créées dans le cadre du projet seront en fin de compte transformées en entreprises autofinancées. En termes de durabilité économique, le projet permettra d'établir des filières commerciales à l'appui d'activités de subsistance viables et de garantir l'accès aux capitaux en fonction des besoins.

II. Instruments juridiques et autorité

31. Un accord de financement entre la République de l'Inde et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement supplémentaire proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
32. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
33. Je certifie que le financement supplémentaire proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

34. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement supplémentaire proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de l'Inde un prêt supplémentaire à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à douze millions six cent mille droits de tirage spéciaux (12 600 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "North Eastern Region Community Resources Management Project"

(Negotiations concluded on 2 December 2009)

Loan Number: _____

Project Title: North Eastern Region Community Resource Management Project for Upland Areas II (the "Project" or "NERCORMP-II")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

the Republic of India (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS (A) By Loan Agreement dated 20 May 1997, the Fund has made available to the Borrower a loan in the principal amount of SDR 16 550 000 for the purposes of partially financing the Borrower's North Eastern Region Community Resource Management Project for Upland Areas ("NERCORMP" or "Original Project");

(B) the Borrower intends to scale up the Original Project in the same Districts covered thereby and, to this effect, has requested a supplementary loan from the Fund for the purpose of financing the NERCORMP-II;

(C) the Borrower further intends to scale up the Original Project by expansion into new areas in the North Eastern Region through its own parallel financing expected to be in the order of USD 156 million ("New Project"), on terms and conditions to be set forth in separate document(s);

(D) on the basis of the above and other considerations, the Fund has agreed to extend a supplementary loan to the Borrower on the terms and conditions set forth in this Agreement for the purposes of partially financing NERCORMP-II;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is 12 600 000 SDR.
2. The Loan is granted on highly concessional terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 April.
5. Payments of principal and service charge shall be made on each 15 May and 15 November.
6. There shall be a Project Account for the benefit of the Regional Society ("Regional Project Account") and a Project Account for the benefit of each District Society in the Project Area (referred to collectively as "District Project Accounts") in one or more commercial banks approved by the Fund.
7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the approximate amount of USD 12.63 million.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the North Eastern Council under the Borrower's Ministry for the Development of the North-Eastern Region (hereinafter referred to as "NEC").
2. The following are designated as additional Project Parties:
 - (a) North Eastern Region Community Resources Management Society (RS);
 - (b) District Societies of NERCORMP and District Societies established under the Project;
 - (c) Partner NGOs;
 - (d) Community-based Organisations; and
 - (e) Private and/or Public Sector Entities, including the Financial Institutions participating in Project activities.
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Loan shall be administered by the Fund and the Project supervised by the Fund, with the participation of the Borrower and/or the Lead Project Agency during joint review missions.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement: The Borrower has failed to ensure the continuity of tenure of the Project Coordinator and Development Strategist and in the opinion of the Fund, this is likely to have a material adverse effect on the Project.

2. (a) The following is designated as an additional general condition precedent to withdrawal: No withdrawal shall be made from the Loan Account until audit observations, if any, outstanding for a period exceeding twelve months from the date of receipt of the management letter prepared by the external auditors relating to activities falling under NERCORMP, shall have been clarified and addressed to the satisfaction of the Fund.

(b) The following is designated as an additional specific condition precedent to withdrawal applicable to all Categories of the Allocation Table set forth in paragraph 1 of Schedule 2 hereto, except Category II (Training, Technical Assistance and Consultants): No withdrawal shall be made from the Loan Account until the Project Implementation Manual referred to in paragraph 11, Section II of Schedule 1 hereto shall have been duly amended and finalised by the Lead Project Agency to the satisfaction of the Fund.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

India Country Programme Manager
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Borrower:

Joint Secretary (MI)
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance
North Block, New Delhi, India

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

For the Fund

For the Borrower

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit some 20 000 poor rural households in the following six districts targeted under the NERCORMP: West Khasi Hills and West Garo Hills (State of Meghalaya), Ukhrul and Senapati (State of Manipur) and Karbi Anglong and North Cachar Hills (State of Assam), each district individually referred to as "Project District" and collectively as the "Project Area".

2. *Goal.* The goal of the Project is to improve the livelihood options of economically vulnerable groups in a sustainable manner through the promotion of improved livelihood opportunities and strengthening of local institutions that relate to livelihood development.

3. *Objectives.* The overall objective of the Project is to improve the livelihood of vulnerable groups in the Project Area in a sustainable manner through improved management of their resource base. The specific objectives of the Project are to:

- (a) promote a more people-oriented approach to the design and implementation of development interventions;
- (b) enhance the capabilities of the local communities to search for and manage appropriate technologies building on indigenous knowledge;
- (c) increase incomes through the development of more sustainable farming systems and the establishment of non-farm enterprises;
- (d) make people aware of the need to preserve and regenerate natural resources and biodiversity;
- (e) establish effective and appropriate delivery systems for inputs (credit, extension, etc.) and for the maintenance of assets and resources;
- (f) increase participation of women in local institutions and in decision-making processes within the community;
- (g) enhance savings capacity and promote the habit of thrift; and
- (h) increase access to basic services and infrastructure facilities.

4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

4.1. Component 1 Capacity Building of Communities and Participatory Agencies

Under this component the Project aims to:

- (a) support through the interaction of NGOs and Project Staff, and through a participatory rural appraisal process, the promotion of participatory planning processes to assist the communities to formulate Community Resource Management Plan;
- (b) strengthen the capacity of the community to manage its development initiatives through training of Natural Resource Management Groups (NaRM-Gs) and Self-

Help Groups (SHGs) members in planning, budgeting, funds management and accounts and general management procedures;

- (c) expose communities to effective community-managed development initiatives through in-country study tours; and
- (d) promote the establishment of SHGs, particularly amongst women.

4.2. Component 2 Economic Livelihood Activities

Under this component the Project aims to:

- (a) finance inputs and costs of community labour for a wide range of on-farm investments including modifications to the current *jhum* plots, horticulture, and perennial crops and forestry activities, together with support to nurseries and seed farms to ensure adequate supplies of seed and seedlings;
- (b) fund construction of new minor irrigation and the rehabilitation of existing irrigation schemes, and activities to increase the productivity of livestock and fish production;
- (c) provide credit for short term investments through the SHGs, whose resources shall be supplemented through group loans channelled from the formal sector financial institutions, from financial institutions through NGOs, or from a SHG Revolving Fund operated by the District Societies;
- (d) provide assistance to the development of non-farm enterprises, including an integrated package of assistance covering product design, upgrading of technology and skills, identification of market opportunities and establishment of market linkages for producers and business training;
- (e) provide credit for the establishment of viable non-farm enterprises from financial institutions through commercial banks or NGOs;
- (f) assist research institutes to reorient their approach and finance a programme of client-driven, on-farm adaptive research and on-farm trials, building on indigenous knowledge;
- (g) provide incentives to farmers to provide land and services for such on-farm trials through a Risk and Incentive Fund;
- (h) finance an in-depth study of marketing and processing of fruits for agro-processing;
- (i) develop the extension service into a more client-oriented extension system based on participatory extension methods;
- (j) establish a Village Development Fund to enable the Regional Society to participate as a joint venture partner in community-based non-farm enterprises, in order to leverage and supplement credit funding;
- (k) fund studies, workshops and seminars to promote debate on strategy issues, drawing on both in-country and external expertise, in order to broaden the range of development opportunities for the Project Area;

- (l) fund research directed towards the development of new products based on local non-timber forest resources with the initial focus on medicinal and aromatic plants;
- (m) ensure convergence of Government supported Project schemes and Programmes;
- (n) obtain funding from Union Government line ministries and State Government line departments or other entities, including voluntary organisations; and
- (o) develop local capacities for para-professionals for livestock, agricultural and allied sectors.

4.3. Component 3 Community-Based Biodiversity Conservation

Under this component the Project aims to protect the rich biodiversity resources of the region through pilot interventions to test approaches to:

- (a) protect sacred groves; and
- (b) manage buffer zones around Protected Areas, with the major focus on developing alternative source of livelihoods for communities living close to these highly ecologically fragile bio-diverse areas to deter them from exploiting and damaging the genetic stock.

4.4. Component 4 Social Sector Activities

Under this component the Project aims to:

- (a) improve the access of communities to basic services such as safe drinking water, better health care and more relevant school education on agricultural/forestry activities;
- (b) fund the provision of appropriate drinking water schemes including tubewells and handpumps, gravity-piped water supply schemes and other water-harvesting techniques;
- (c) adopt a participatory strategy with communities voluntarily contributing 30% of the labour and assuming full responsibility for operation and maintenance;
- (d) provide training to the community for the maintenance of handpumps and other drinking-water systems;
- (e) train women selected by the community as community Health Workers (CHW) to promote preventive health care, provide basic remedial treatment, referral services and family planning advice and safe delivery methods, and supply such CHWs with a basic stock of medicines and assist them to develop cost-recovery mechanisms to make the scheme self-financing; train traditional *dais* (birth attendants); and
- (f) support the schools in practical agricultural/forestry activities through introduction of extra-curricular activities, training of teachers, school visits to on-site demonstrations of agricultural and forestry technology and inputs for school gardens/plantations.

4.5. Component 5 Village Roads and Rural Electrification

In order to broaden the economic base of the rural economy through opening up possibilities for the development of non-farm enterprises, under this component the Project aims to:

- (a) fund the upgrading of village roads and the construction of new roads providing better access to markets;
- (b) provide electricity to villages through connections to the grid; and
- (c) where such connections are not feasible, provide electricity to villages through promoting, on a pilot basis, the construction of mini/micro-hydel, new and renewable energy schemes of adequate capacity to supply up to four villages.

4.6. Component 6 Project Management

Under this component the Project aims to:

- (a) finance the expansion of the Development Support Teams (DSTs) under the existing and newly established District Societies in the Project Area;
- (b) cover staff costs, including travel-related costs and other expenses such as purchase of vehicles for the Project Support Unit (PSU) and DSTs; and
- (c) provide support in computerising Project Management Information Systems and relevant training to Project staff, in line with the Fund's Results and Impact Management System.

II. Implementation Arrangements

5. Lead Project Agency

The Lead Project Agency shall be the North-Eastern Council, under the Borrower's Ministry of Development for the North-Eastern Region. The Project shall be implemented at district and regional level through existing and new registered societies established specifically for the Project ("District Societies (DS)" and "Regional Societies (RS)" respectively). This shall assist in promoting the Project and allow for greater operational flexibility and efficiency.

6. Regional Society (RS)/Project Support Unit (PSU)

6.1. The Regional Society based in Shillong shall have a General Body composed of representatives of the stakeholders in the Project, the Borrower, the NEC and participating State governments. The RS shall also have an Executive Board with the Secretary of the NEC as its Chairman. Participating communities, NGOs, the NEC, the Borrower's Ministry for the Development of the North-Eastern Region and participating State governments shall be represented on the Executive Board.

6.2. The Executive responsibility for the Project shall be vested in the Project Coordinator and Development Strategist (PCDS) who shall head the PSU within the RS. The PCDS shall be supported by the following: (i) Finance/Accounts Officer; (ii) Monitoring and Evaluation Officer; (iii) Technical Coordinator (Civil/Rural Engineer); (iv) Natural Resource Management Coordinator; (v) Gender and NGO Coordinator; (vi) Marketing and Business Coordinator; (vii) Micro-Credit Officer; (viii) Assistant Accounts Officer; (ix) Communications/Knowledge Management Officer; (x) System

Administrator; (xi) Administrative Officer; and (xii) Internal Auditor. Such staff shall be hired pursuant to an open, transparent and competitive process.

6.3. The principal role of the RS shall be to provide overall guidance to the Project, monitor Project performance, provide services required across districts and channel funds to the other implementing agencies to undertake Project activities. The Memorandum of Understanding between the Lead Project Agency and the RS ("Regional MOU") setting forth the responsibilities and flow of fund arrangements of the RS under the NERCORMP shall continue to be maintained, in form and substance acceptable to the Fund, for purposes of implementation of the present Project.

7. District Society (DS)

7.1. A DS shall be established in each Project District and shall be accountable to a District General Body and a District Executive Board.

7.2. The DS shall have a core group of full-time staff called the Development Support Team (DST). Executive responsibility shall be vested in the Project Manager who shall head the DST. Other members of the DST shall include: (i) Project Technical Officer/Rural Engineer; (ii) Business Development Officer; (iii) Institutional Development Organiser; (iv) Senior Accountant; and (v) Natural Resource Management Organiser.

7.3. The Memoranda of Understanding between the RS and the District Societies ("District MOU") setting forth the responsibilities and flow of fund arrangements of each DS under the NERCORMP shall continue to be maintained, in form and substance acceptable to the Fund, for purposes of implementation of the present Project. A Memorandum of Understanding in form and substance acceptable to the Lead Project Agency and the Fund shall be entered into between the RS and each new DS established under the present Project defining relevant responsibilities and fund flow arrangements.

8. NGOs/NaRM-G Cluster Associations/SHG Federations

8.1. The Project shall form strategic alliances with NGOs and/or any other suitable entity for: (i) mobilising communities; (ii) negotiating the establishment of an appropriately structured NaRM-G; (iii) assisting the community to address equity issues and ensuring an orientation towards the poor in planning Project activities; (iv) preparing the communities to participate in the interactive process of drawing up the community village plan; (v) guiding the Participatory Rural Appraisal exercises and assisting Project and government staff in interactions with the communities; (vi) building the management capacity of the NaRM-G; (vii) supporting community institutions in the implementation process; and (viii) helping with resolution of conflicts and promoting the formation of SHGs, SHG Federations and NaRM-G Cluster Associations. In each Project District such Federations and Clusters shall be contracted to perform the above duties wherever these institutions have the capacity to perform. The NGOs/NaRM-G Cluster Associations/SHG Federations shall be contracted by the DS and shall be required to sign a Memorandum of Understanding committing each such entity to the underlying principles of the Project.

8.2. The Memoranda of Understanding between the relevant DS and the NGOs ("NGO MOU") contracted under the NERCORMP, setting forth the relevant responsibilities and flow of fund arrangements, shall continue to be maintained, in form and substance acceptable to the Fund, for purposes of implementation of the present Project. A Memorandum of Understanding in form and substance acceptable to the Lead Project Agency and the Fund shall be entered into between the DS and each NGO contracted under the present Project defining relevant responsibilities and fund flow arrangements.

9. Grassroots Institutions

9.1. NaRM-G(s) with representation comprising traditional village institutions, women, youth, SHGs and marginalised groups shall be established in each village of the Project Area to oversee implementation of the village plan. The communities shall be responsible for: (i) planning and implementation of village development activities; (ii) management of village development funds including payments to contractors and community members for development works; (iii) organising supply of inputs; (iv) monitoring and reporting progress on development works to the DS; and (vi) preparation and submission to the DS for review and approval of village AWPBs for each Project Year through the NaRM-Gs.

9.2. Self Help Groups shall be formed, particularly among women, for empowering Target Group families through implementation of savings and credit activities. The SHGs and district level SHG Federation shall manage the Project revolving fund to meet the community credit demands.

9.3. The Social Agreement between the relevant DS and each: (i) SHG, (ii) NaRM-G, (iii) SHG Federation and (iv) NaRM-G Cluster Association contracted under the NERCORMP, setting forth the relevant responsibilities and flow of fund arrangements, shall continue to be maintained, in form and substance acceptable to the Fund, for purposes of implementation of the present Project. A Social Agreement in form and substance acceptable to the Lead Project Agency and the Fund shall be entered into between the DS and each SHG, NaRM-G, SHG Federation and NaRM-G Cluster Association contracted under the present Project, defining relevant responsibilities and fund flow arrangements.

10. Mid-Term Review

The Fund and the Lead Project Agency shall carry out a review of the Project implementation no later than the end of Project Year 3 (the "Mid-Term Review") based on the terms of reference mutually agreed between the Lead Project Agency and the Fund. The Mid-Term Review shall focus, *inter alia*, on: (i) the establishment and effectiveness of institutional infrastructure including the PSU, DSs and Community level institutions, their functioning and the relationship with other Project Parties; (ii) the extent to which genuine participatory approaches, including the preparation of village plans, have been operationalised; (iii) the ability of the Project to pilot various livelihood opportunities; (iv) the preparation of the Project participants to make informed choices about which livelihood opportunities best suit their circumstances and needs; (v) the impact of the Project on the most vulnerable sections of the Target Group; (vi) the finalisation of a strategy to ensure sustainability of Project activities; and (vii) performance of Project components and their initial impacts on the incomes of Target Group households.

11. Project Implementation Manual (PIM)

As soon as practicable, the Project Implementation Manual existing under NERCORMP shall be suitably amended to the satisfaction of the Fund and finalised for purposes of implementation of the present Project. The PIM shall specify, among other things, the procedures, processes, timetables, disbursement, financial management, accounting, and auditing arrangements pertaining also to SHGs and NaRM-Gs, reporting, monitoring, evaluation, environmental and social management, and other Project implementation arrangements, as agreed upon by the Borrower and the Fund. In addition, the PIM shall address outstanding issues raised in the Fund's Interim Evaluation Report dated July 2006 and NERCORMP's Completion Report dated September 2008. The PIM may be amended or otherwise modified from time to time with the prior consent of the Fund.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of Eligible Expenditures to be Financed
I Civil Works	1 250 000	100% net of taxes, of Government and beneficiaries' contributions
II. Training, Technical Assistance and Consultants	1 300 000	100% net of taxes
III. Revolving Funds	4 250 000	100% net of taxes, of Government contributions and of contributions from Financial Institutions
IV. Village Development Funds	4 540 000	100% net of taxes and of Government contributions
Unallocated	1 260 000	
TOTAL	12 600 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Revolving Funds” means eligible expenditures for loans to NaRM-Gs and SHGs for economic livelihood activities; and

“Village Development Funds” means eligible expenditures for grants to NaRM-Gs for economic livelihood activities, social sector activities, village roads and rural electrification.

Schedule 3

Special Covenants

1. The Borrower shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the Borrower's relevant national policies and of the Fund's relevant policies including, but not limited to, the Fund's Policy on Engagement with Indigenous Peoples.
2. In line with the geographical targeting strategy followed by NERCORMP, the Lead Project Agency shall cause the Regional Society to endeavour that all villages selected by the District Administration(s) be aligned to the criteria agreed with the Fund and specified in the NERCORMP design documents, as amended from time to time.
3. In line with the targeting strategy followed by NERCORMP, the Lead Project Agency shall cause the Regional Society to endeavour that all partner NGOs, SHG Federations and NaRM-G Cluster Associations contracted under the Project be selected according to the criteria agreed with the Fund and specified in the NERCORMP design documents, as amended from time to time.
4. The Borrower and the Lead Project Agency shall undertake a review of the effectiveness of management, administrative, financial and auditing arrangements, jointly with the Fund, no later than the end of the first year of the effective date of the New Project. The Borrower shall ensure that the recommendations resulting from such review are implemented within the specified time therefor so as not to adversely affect effective implementation of NERCORMP-II.

I. Key reference documents (Principaux documents de référence)

Country reference documents

Poverty reduction strategy paper

IFAD reference documents

Project design document (PDD) and key files

COSOP

Administrative Procedures on Environmental Assessment

II. Logical framework (Cadre logique)

Narrative Summary

A. PROJECT GOAL

To improve the livelihoods of vulnerable groups in a sustainable manner through improved management of their resource base in a way that contributes to preservation and restoration of the environment."

B. PROJECT COMPONENTS, OUTCOME AND OUTPUTS

COMPONENT 1: STRENGTHENING CAPACITY OF PARTICIPATING AGENCIES

OUTCOME: Social Agreements signed with 2200 village institutions. PRA and wealth ranking conducted.

Sub-component 1. 2: Formation of NaRM-Gs, SHGs, SHG Federations & NaRM-G Associations

OUTCOME: Poor and marginalised households mobilised into socially inclusive affinity groups and empowered to effectively articulate their interest.

COMPONENT 2: LIVELIHOOD INTERVENTIONS

OUTCOME: Areas under horticulture/ perennial crops, forestry, irrigated terrace cultivation and modified jhum cultivation, expanded and productivity improved and livestock, fisheries and non-farm enterprises established

COMPONENT 3: NATURAL RESOURCE MANAGEMENT

OUTCOME: Areas of rich biodiversity protected and regenerated

COMPONENT 4: SOCIAL SECTOR

OUTCOME: Safe drinking water provided, sanitation, access to basic health care and family planning advice available, improved and relevant education

COMPONENT 5: INFRASTRUCTURE DEVELOPMENT

OUTCOME: Improved communication & connectivity by providing intra and inter village roads, construction of MIs and low cost bridges, schools, collection centres, processing units, etc, provide power transmission lines to remote villages.

COMPONENT 6: PROJECT MANAGEMENT

OUTCOME: Staff expertise strengthened and their capacity to provide inclusive services to stakeholders enhanced. Conducive work culture provided to arrest staff turnover.

Objectively Verifiable Indicators

At least 75% households with improvement in household assets ownership index; Reduction in the prevalence of child malnutrition in every household covered; Increase 60% in area under perennial crops including horticulture and forestry; Increase in proportion of household income received from off-farm activities including skilled employment/self-employment; Ensure 80 % of the beneficiary households will move above the poverty line. Improved village infrastructure and connectivity; 80% of households will obtain food security

- Mobilising communities with full participation of the TIs, PRA & wealth ranking exercise carried out in 2200 villages.

-2200 NaRM-G formed and 6600 SHGs strengthened across 4 States and 12 Districts. First AWPB put in place

At least 75% of villages will have 40% increase in area under improved jhum production; At least 75% villages will have 40% Increase in area under horticulture/ perennial crops and forestry; At least 50% villages will have 30% increase in area of new/ rehabilitated irrigated land; At least 75% villages will have changes in cropping patterns & productivity increases; 40% villages will have increase in livestock/ fish production & productivity; 60% villages will have increase in non- farm activities

Area of forests protected/ restored, Reduction in encroachment in protected areas, Number of villages having framed laws on protection of forests.

Portable water made available within the project villages in sufficient volume; Well maintained water source and supply system; Number of low cost latrines constructed; Number of village dias trained and Functioning by end of project period and services made use of; Reduction of instance of illness; improved IMR & MMR, Opportunity cost for women reduced.

Number of Kms of village roads constructed/ upgraded; Number of villages provided with grid connections; Number of renewable power plants; Number of non-farm enterprises established in electrified villages

-PSU in Shillong and 6 existing DSTs are strengthened and, 6 new district offices established in the new districts headquarters.

Monitoring Mechanism & Information Sources

- Project baseline, mid term, and completion survey, Interim evaluation studies , Annual participatory assessment by communities, Project evaluations, Independent evaluation, Wealth ranking

NGO reports, Progress Reports, Annual Reports, M&E Reports, visits by project team

Progress Reports, M&E Reports, NGOs Reports, AWPB

Project records and quarterly M&E Reports, audit reports, NGO reports

Progress Reports, M&E Reports, NGOs Reports, Participatory monitoring by the CBOs

Progress Reports, M&E Reports, audit reports
NGOs Reports

Progress reports, M&E Reports, NGOs Reports, review missions

Progress Reports, M&E Reports, audit reports, staff appraisals

Assumptions/ Risks

Political stability; Selection of pro-active NGOs, climate change, law and order, pro active attitude of the line departments.

Political considerations do not influence the village authorities

Participation of all households including women, Capacity of the NGOs & DST and cooperation of the TIs to facilitate the process.

Availability of cultivable land, prevailing land tenure laws, availability of sufficient & hardy indigenous varieties, favourable prices to motivate farmers, farmers have capacity to adapt to changing situations

Availability of forest land willingness of the communities to conserve. Convergence with forest department

Convergence with line departments made available, participation of pro active NGOs and willingness of the communities to take ownership of the interventions.

Convergence and assistance provided by the line departments at every district. Willingness of the communities to participate and maintain assets created.

Training need assessment carried out, effective staff tools designed to create a sense of security; Sufficient financial and human resources made available.

